

DELIBERATION N° 2018-61

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 10 JUILLET 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,
Vu l'avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 17 mai 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Considérant que :

- La décision du Conseil d'Administration de l'UNS du 11 juin 2010 fixait le seuil minimum d'application pour le paiement en trois fois des droits universitaires à 200€,
- La loi n°2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (dite loi ORE) modifie de manière substantielle l'application des droits universitaires,

Entendu l'exposé de M. Pascal CREMOUX, directeur administratif de la DEVE,

Baisse le seuil minimum d'application pour le paiement en trois échéances des droits universitaires de 200 € à 150 € à partir de l'année universitaire 2018 – 2019 et conserve la date butoir fixée au 15 octobre de l'année universitaire en cours.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

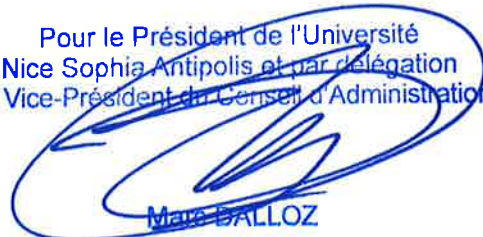
Présents et représentés : 27

Fait à Nice, le 19 JUIL. 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-61

TRANSMISE AU RECTEUR : 19 JUIL. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.